

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 10/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL**

2 avenue de la Fontanisse  
30660 Gallargues-le-Montueux

Références : 2024-07-  
Code AIOT : 0006605731

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL implanté Route de Vauvert 30600 Vestric-et-Candiac. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre d'une opération de contrôle de plusieurs déchetteries sur la thématique du risque d'incendie avant la période estivale, et du récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-184-DREAL du 26 novembre 2020.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL

- Route de Vauvert 30600 Vestric-et-Candiac
- Code AIOT : 0006605731
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Communes Rhony-Vistre-Vidourle (CCRVV) a obtenu le récépissé de déclaration d'antériorité n°14.154N du 24 octobre 2014, l'autorisant à exploiter une déchetterie et une plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts sur la commune de Vestric et Candiac au titre des rubriques 2710-1a, 2710-2a et 2791-1 sous le régime de l'autorisation. Au vu de l'évolution croissante du volume d'activité de broyage, la CCRVV a souhaité agrandir la plate-forme de déchets verts. L'arrêté préfectoral n°15.114N autorisant l'extension de la plate-forme de déchets verts et réglementant la déchetterie a été délivré à la CCRVV le 28 juillet 2015, complété et modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-184-DREAL du 25 novembre 2020.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cette visite a permis en outre de constater plusieurs non-conformités portant sur des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015. Par suite, de nouveaux points de contrôle ont été ajoutés, portant sur la surveillance des rejets aqueux et des mesures de prévention du risque d'inondation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Classement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Déchets admissibles sur le site	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Formation et information du personnel	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Réorganisation de la plateforme de stockage et de broyage	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des déch...			
7	Prévention du risque d'inondation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.8.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
11	Entretien des moyens de secours.	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Interdiction des feux	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.3.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.7.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
17	Protection individuelle.	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Alerte des services de secours	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
19	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
20	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/06/2015, article 4.9.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
21	Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.6.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Risque d'inondation	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8	Sans objet
9	Bassin de	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	confinement	article 9	
10	Confinement des eaux d'extinction de la plate-forme de stockage et broyage	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.11.	Sans objet
13	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.1.3.	Sans objet
15	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.5.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater de nombreux points non conformes portant sur la thématique de la prévention du risque incendie, mais également sur d'autres thématiques, telles que la gestion des déchets, la surveillance des rejets aqueux et certaines mesures de prévention du risque d'inondation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un accès au site pour véhicules légers et camions,</li> <li>- Une rampe de sortie dédiée à la déchetterie,</li> <li>- un local d'accueil et de gardiennage de 20 m<sup>2</sup>,</li> <li>- 6 bennes associées à des quais de déchargement,</li> <li>- un local de 25 m<sup>2</sup> pour le stockage des batteries, néons/ampoules, piles/accumulateurs et huiles végétales,</li> <li>- une armoire pour le stockage des déchets diffus spécifiques (DDS),</li> <li>- des conteneurs étanches pour les huiles usagées et les DEEE,</li> <li>- des conteneurs aériens pour la collecte du verre, des textiles et des journaux, revues et magazines,</li> <li>- une aire de stockage de pneumatiques,</li> <li>- une plate-forme de regroupement, stockage et broyage des déchets verts,</li> <li>- deux bassins d'orage et de confinement des eaux d'extinction de 185 m<sup>3</sup> et 330 m<sup>3</sup>,</li> <li>- un bassin de compensation des surfaces imperméabilisées de 1 020 m<sup>3</sup>. »</li> </ul>
<b>Constats :</b>

Il a été constaté la présence, en plus des installations autorisées de:

- 2 bennes de 30 m<sup>3</sup> remplies de pneumatiques entreposées en-dehors de la zone de stockage autorisée, ainsi qu'un dépôt dépassant 5 m<sup>3</sup> de pneumatiques jantés usagés déposés au sol autour de ces bennes et à côté de la zone dédiée qui débordait;
- 13 bennes vides entreposées sur l'aire prévue pour le broyage des déchets verts.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Classement de l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Situation administrative

### Prescription contrôlée :

L'article 14 de l'arrêté préfectoral n°15114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 1.4 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :

Rubrique	Installations et activités concernées	Surface / Quantité / Volume activité	Régime
2710-1-a	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets susceptible d'être présente est supérieure à 7 tonnes	Déchets dangereux : déchets diffus spécifiques (DDS), huiles noires usagées et DEEE  Quantité = 10,08 tonnes	A
2710-2-a	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets Le volume de déchets susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 600 m <sup>3</sup>	Déchetterie : 194 m <sup>3</sup> Plate-forme de déchets verts : 880 m <sup>3</sup>  Volume = 1 074 m <sup>3</sup>	E

2794-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j	Capacité de traitement = 200t/j	E
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume de déchets susceptibles d'être présent dans l'installation est supérieur à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Déchets verts en provenance des autres déchetteries de la communauté de communes  Volume = 990 m <sup>3</sup>	DC

Régime : A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration soumise à contrôle périodique »

#### Constats :

Sur la plateforme des déchets verts, l'aire de stockage des déchets verts qui sont déposés directement par leur producteur initial, concernée par la rubrique 2710-2, n'est pas séparée de celle des déchets verts en transit et regroupement en provenance des autres déchetteries de la communauté de communes en attente de broyage, concernée par la rubrique 2716-2, ce qui ne permet pas en l'état de contrôler les volumes stockés selon chacune des 2 rubriques, ni donc de vérifier que le seuil de l'enregistrement de la rubrique 2716-2 n'est pas atteint.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 3 : Déchets admissibles sur le site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation

#### Prescription contrôlée :

L'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°15114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.5 - Liste des déchets admis sur la déchetterie

Seuls sont admis sur la déchetterie les déchets provenant exclusivement des particuliers et des artisans qui interviennent chez les particuliers et appartenant à la catégorie des déchets ménagers et assimilés et notamment :

- gravats, produits de démolition,
- déchets verts, végétaux,
- encombrants incinérables,
- encombrants non incinérables,
- cartons,
- métaux ferreux et non ferreux,
- bois,
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- verres,
- huiles de vidange et filtres à huiles,
- huiles végétales,
- déchets diffus spécifiques (DDS),
- ampoules, néons, piles, accumulateurs et batteries,
- pneumatiques usagés,
- textiles,
- mobilier. "

**Constats :**

Il est constaté la présence sur la déchetterie d'extincteurs vides, d'une bonbonne de gaz et de pneumatiques usagés avec jante stockés au sol et dans 2 bennes pleines. Ces 3 types de déchets ne sont pas admissibles sur la déchetterie (pour les pneumatiques, seuls ceux sans jante sont acceptés).

L'exploitant déclare que ces déchets ont été laissés par les particuliers en échappant à la surveillance des gardiens.

Toutefois, le volume conséquent de pneumatiques jantés présents montre que ces abandons de déchets sont fréquents et qu'ils n'ont pas été évacués. De plus la présence de ces déchets laissés en évidence peut encourager de nouveaux dépôts.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Formation et information du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.2.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention du risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation.[...] L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :



<ul style="list-style-type: none"> <li>- les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;</li> <li>- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</li> <li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;[...]</li> </ul> <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>M. COMBE a été formé à la manipulation des extincteurs en date du 01/10/2024.</p> <p>Toutefois:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les 2 autres agents susceptibles de travailler sur cette déchetterie (Mme INVERNIZZI et M. NICOLAS) n'ont pas été formés à la manipulation des extincteurs;</li> <li>• aucun agent n'a été formé au risque d'incendie.</li> </ul> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;</li> <li>[...]</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté l'absence sur le site des consignes de sécurité indiquant l'interdiction d'apporter du feu et les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.2.3. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Réorganisation de la plate-forme de stockage et de broyage des déch...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 6		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque de pollution		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'article 3.7 de l'arrêté préfectoral n°15114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes : « Article 3.7 - Conditions d'aménagement de la plate-forme de stockage et de broyage des déchets verts. Les déchets verts sont entreposés et broyés sur une dalle étanche dont les eaux pluviales sont drainées et dirigées vers le réseau de collecte des eaux de pluie qui rejoint un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, puis deux bassins d'orage et de confinement en communication. Les surfaces et les volumes dédiés au stockage des déchets verts en attente de broyage sont précisés dans le tableau ci-après :		
	<b>Surface</b>	<b>Volume</b>
Stockage de déchets verts « particuliers »	720 m <sup>2</sup>	720 m <sup>3</sup>
Stockage de déchets verts « professionnels et collectivités »	1 040 m <sup>2</sup>	2 080 m <sup>3</sup>
Les deux zones de stockage « particuliers » et « professionnels » sont séparées par un mur d'une hauteur de 2 mètres. Les deux zones de stockage des déchets verts sont délimitées de l'aire de broyage des déchets verts d'une superficie de 540 m <sup>2</sup> par une chaîne et une bande colorée. Des panneaux de signalisation identifiant chaque zone sont mis en place. La durée moyenne de stockage des déchets verts avant broyage ne dépasse pas un mois. Les stocks de déchets verts possèdent une hauteur maximale de 3 m. Ils sont évacués dans les 48 heures qui suivent les opérations de broyage. »		
<b>Constats :</b>  Il a été fait les constats suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les apports de déchets verts des particuliers et des professionnels ne sont pas séparés, ils sont mélangés et stockés sur toute la surface de l'aire située au sud et environ 30 m<sup>3</sup> sur l'aire au nord;</li> <li>• il existe bien un mur de 2 mètres de hauteur entre les aires sud et nord mais celui-ci ne délimite pas les deux zones de stockage « particuliers » et « professionnels »; de plus les déchets stockés débordent au-dessus, induisant une continuité entre les aires de stockage sud et nord;</li> <li>• l'aire de 540 m<sup>2</sup> prévue pour le broyage des déchets verts sur le plan de masse, située à l'arrière des zones de stockage de ces déchets, est actuellement réduite de moitié pour y entreposer 13 bennes vides dont seulement 2 sont encore en service et les autres HS;</li> <li>• un seul cône de chantier délimite la zone de broyage des déchets verts à l'arrière de la zone de stockage sur l'aire au sud;</li> <li>• aucun panneau de signalisation identifiant chaque zone n'a été mis en place;</li> <li>• un stock d'environ 60 m<sup>3</sup> de broyat végétal est entreposé hors de la plateforme dédiée,</li> </ul>		

sur une zone non étanche située à l'arrière de la déchetterie, pour alimenter les aires partagées de compost; la végétation poussant sur ce dépôt témoigne qu'une partie de ce stockage est excédentaire par rapport aux besoins et est présente depuis plus de 48 h sur le site.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 7 : Prévention du risque d'inondation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.8.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention du risque d'inondation

**Prescription contrôlée :**

Les bennes de transit de déchets non dangereux, ainsi que la cuve de stockage des huiles usagées sont arrimées aux structures fixes de la déchetterie afin d'éviter leur dérive en cas d'inondation. De même les stockages de déchets dangereux autres que les huiles usagées, sont entreposés dans des locaux fermés, en dehors des heures d'ouverture au public, à une cote calée 30 cm au-dessus de celle correspondant aux plus hautes eaux (PHE +30), soit au-dessus de la cote 15,95 m NGF.  
[...]

**Constats :**

Il a été constaté que les stockages des déchets dangereux sont entreposés dans des locaux fermés en dehors des heures d'ouverture au public, en haut des quais, ce qui les place à une cote calée 30cm au-dessus de celle correspondant aux plus hautes eaux (PHE +30), soit au-dessus de la cote 15,95 m NGF.

Toutefois, ni les bennes de transit des déchets non dangereux ni la cuve de stockage des huiles usagées ne sont arrimées aux structures fixes de la déchetterie afin d'éviter leur dérive en cas d'inondation.

Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 4.8. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 8 : Risque d'inondation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention du risque inondation

**Prescription contrôlée :**

Le second alinéa de l'article 4.8 de l'arrêté préfectoral n°15114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

<p>« Article 4.8 - Prévention du risque d'inondation</p> <p>L'exploitant réalise dans la partie ouest du site un bassin non étanche de 1 020 m<sup>3</sup> de capacité de compensation à la création des remblais nécessaires à la création de la plate-forme de déchets verts, du nouvel accès au site et des voiries du site. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté la présence d'un bassin non étanche de 1 020 m<sup>3</sup> de capacité dans la partie ouest du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Bassin de confinement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque de pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les 2<sup>o</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article 411 de l'arrêté préfectoral n°15114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Article 411 - Confinement des eaux d'extinction de la plate-forme de stockage et broyage des déchets verts</p> <p>Les eaux d'extinction incendie issues de la plate-forme de stockage et de broyage des déchets verts sont confinées sur le site au niveau de deux bassins de confinement qui font également office de bassin d'orage, décrits comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un bassin d'un volume de 185 m<sup>3</sup> dont le volume utile représente 140 m<sup>3</sup>,</li> <li>- un bassin d'un volume de 330 m<sup>3</sup> rendu étanche par la mise en place d'une couche de matériau imperméable ou par la pose d'une géomembrane." </li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté la présence de deux bassins de confinement des eaux d'extinction de la plate-forme de stockage et broyage des déchets verts qui font également office de bassin d'orage, décrits comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un bassin d'un volume de 185 m<sup>3</sup> dont le volume utile représente 140 m<sup>3</sup>,</li> <li>- un bassin d'un volume de 330 m<sup>3</sup> rendu étanche par la mise en place d'une couche de matériau imperméable ou par la pose d'une géomembrane.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Confinement des eaux d'extinction de la plate-forme de stockage et broyage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.11.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Une vanne d'isolement est mise en place sur l'exutoire du bassin, pour la mise en œuvre du confinement. La vanne est repérée et facilement accessible en permanence.</p> <p>[...]</p>

<b>Constats :</b>
Il est constaté la présence, sur l'exutoire du bassin, d'une vanne d'isolement prévue pour la mise en œuvre du confinement. La vanne est repérée et facilement accessible en permanence.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant veillera à former son personnel à la manipulation de cette vanne d'isolement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Entretien des moyens de secours.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.</p>
<b>Constats :</b>
<p>Selon le registre de sécurité et les rapports établis par la société spécialisée SERMI présentés, les 5 extincteurs présents sur le site ont été vérifiés en date du 4 juin 2024, ainsi que les 4 RIA.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de justificatif de contrôle du débit disponible du poteau incendie présent sur le site ni de la conformité de la prise de raccordement à la citerne.</p> <p>De plus, le personnel d'exploitation n'a pas été initié et entraîné à l'utilisation de ces matériels d'intervention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'article 8.10 de l'arrêté préfectoral n°15.114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.10 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :

- un plan des différentes zones de stockage est affiché sur un support inaltérable à l'entrée du site,
- quatre robinets d'incendie armés (RIA) répartis sur la périphérie du site,
- des extincteurs répartis sur les installations du site. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,
- des extincteurs à CO<sub>2</sub> pour la protection des installations électriques,
- un poteau d'incendie, normalisé NFS 61-213, d'un type incongelable et d'un débit minimum de **150 m<sup>3</sup>/h** situé sur la voirie d'accès à la déchetterie,
- une réserve d'eau d'une capacité de **60 m<sup>3</sup>**. Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement."

**Constats :**

Il a été constaté la présence sur le site de:

- quatre robinets d'incendie armés (RIA) répartis sur la périphérie du site,
- des extincteurs répartis sur les installations du site, dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,
- 2 extincteurs à CO<sub>2</sub> pour la protection des installations électriques (1 dans le bureau, l'autre à l'entrée),
- un poteau d'incendie, normalisé NFS 61-213, d'un type incongelable situé à l'intérieur du site sur la voirie d'accès à la déchetterie,
- une réserve d'eau dans une citerne.

Toutefois:

- aucun plan des différentes zones de stockage n'est affiché à l'entrée du site,
- aucun justificatif du débit minimum délivré par le poteau d'incendie ni de la capacité de la citerne n'a été présenté,
- le poteau d'incendie et la prise de raccordement de la citerne sont en grande partie dissimulés par les hautes herbes qui poussent sur le site du fait d'un entretien insuffisant du site, ce qui rend leur repérage difficile.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 13 : Clôtures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.1.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sécurité

**Prescription contrôlée :**

Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture défensive de 2 m de hauteur au moins,

<p>constitué d'un grillage à mailles larges (plus de 5 cm pour le plus petit côté). Afin de minimiser les nuisances visuelles induites par l'activité de l'établissement, la clôture est doublée d'une haie vive à feuille persistante sur les façades nord et ouest. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit et toutes les issues sont fermées à clé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que le site est entouré d'une clôture défensive de 2 m de hauteur au moins, constitué d'un grillage à mailles larges (plus de 5 cm pour le plus petit côté), doublée d'une haie vive à feuille persistante sur les façades nord et ouest.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Interdiction des feux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.3.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis d'intervention". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion n'est pas affichée sur le site. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 8.3.1. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 15 : Matériel électrique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.5.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un plan des zones à risques d'explosion est établi et porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. [...] Des rapports de contrôle, effectués tous les ans par un organisme compétent, doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces rapports doivent comporter : - une description des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives et des installations électriques présentes dans ces zones,</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- un exposé de la situation par rapport aux conclusions des précédents contrôles avec mention des modifications survenues depuis ;</li> <li>- un exposé des éventuelles difficultés rencontrées pour la réalisation du contrôle ;</li> <li>- les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret et de l'arrêté susvisés, c'est-à-dire portant simultanément ou successivement sur les règles de protection des travailleurs, et les règles de prévention des explosions et inflammations.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques établi par Bureau Veritas suite à son intervention du 18/10/2023 ne fait apparaître aucune observation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Débroussaillage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.7.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu d'assurer en permanence un débroussaillage à nu, autour de l'établissement sur une largeur de 50 m.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que le débroussaillage n'a pas été fait autour du site ni sur le site lui-même. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 8.7. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 17 : Protection individuelle.

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence de matériels de protection individuelle, adaptés à la manipulation des déchets dangereux, mais pas d'équipement de protection individuelle (gants,...) permettant</p>



<p>l'intervention en cas d'incendie.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 8.9.2. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 18 : Alerte des services de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un téléphone filaire permettant l'alerte des secours publics est installé dans les bureaux du site. Une consigne précisera les modalités d'appel des secours et le contenu du message d'alerte.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté l'absence dans les bureaux du site de téléphone filaire ni de portable professionnel permettant l'alerte des secours publics, les gardiens ne disposent que de leur portable personnel.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 8.9.3.de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 19 : Mesures périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions dans l'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré n'avoir jamais fait effectuer d'analyse des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2794-1) susvisé sur les rejets aqueux du site.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : Valeurs limites de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/06/2015, article 4.9.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites du tableau ci-après :

Paramètres	Méthode de mesure	Seuils limites
pH	NFT 90 008	5,5 à 8,5
Température		30 C
Composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés	ISO - 9562	Interdits
MEST	NFT 90105-2	35 mg/l
DBO5 (nd)	NFT 90103	30 mg/l
DCO (nd)	NFT 90101	125 mg/l
Azote total	NFT 90110	15 mg/l
Phosphore total	NFT90023	2 mg/l
Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377-2	10 mg/l
indice phénols	XPT 90109	0,3 mg/l
chrome hexavalent	NF EN 1233	0,1 mg/l
cyanures totaux	NFT 90107	0,1 mg/l
AOX	NF EN ISO 9562	5 mg/l
métaux totaux		15 mg/l

arsenic	0,1 mg/l
<b>Constats :</b>  En l'absence d'analyse des concentrations des différents paramètres listés à l'article 4.9.1. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé dans les rejets aqueux des installations, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces concentration ne dépassaient pas les valeurs limites définies à ce même article. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 4.9.1. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois	

**N° 21 : Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré que la vidange des hydrocarbures et des boues et la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur n'avaient pas été réalisées depuis 2 ans. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 4.6. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois